



SMART CITY, LOGICIELS DE TRAITEMENT DES IMAGES, BIG DATA, CLUSTERS,
CAPTEURS SONORES, RECONNAISSANCE FACIALE...

NI CAGES, NI LAISSES ÉLECTRONIQUES... DÉTRUISONS LA VILLE-SURVEILLANCE !

Politicien-nes, flics et urbanistes tentent depuis longtemps de policer Marseille. Se gargarisant de dessiner « la ville du futur », ces charognes voudraient en faire une « Safe City ». C'est à dire une « ville sûre » aux yeux des pour-la-loi (citoyen-ne-s, investisseur-euse-s, touristes ou nouveaux habitants friqué-es). Ils s'inspirent de dispositifs vendus à Mexico par Thalès ou à Chicago par IBM. Facilitée par l'ensemble d'outils de surveillance et d' (auto) fichage déjà présents (caméras, réseaux sociaux etc), cette gigantesque opération sert de gagne-gros, de laboratoire et de faire valoir à toute une ribambelle de crapules : de l'obscur start-uppeur rêvant de « percer » aux groupes déjà trop vus, sans oublier leurs partenaires institutionnels (universités...), souvent fédérés en pôles de recherche spécialisés.

Ce texte est issu d'une impulsion (un tantinet) masochiste : fouiller dans des sources plus douteuses les unes que les autres pour saisir - le plus concrètement possible - ce qui se trouve derrière les mots vaporeux du pouvoir, et mettre en lumière quelques-uns de ses fidèles collaborateurs. Balayer ou nier la menace représentée par ces nouvelles technologies serait absurde, mais prendre au mot leurs promoteur-euses (qui ont tout intérêt à nous faire croire en leur toute puissance) est hors de question. Nul doute que ces nouveaux outils présentent failles et dysfonctionnements, à l'instar des précédents. Tenter de comprendre comment les décideur-euses comptent maîtriser la ville nous semble une étape indispensable pour éviter la fascination ou la paralysie, afin de continuer à lutter contre cet existant mortifère.

Dans l'espoir (naïf) que cela reste digeste, nous avons choisi d'arrêter notre regard aux couches technologiques liées à la « Smart & Safe » City et de ne pas dérouler toute la pelote qui va avec : projets de restructurations urbaines ^[1], équipements des keufs et intensification de la chasse aux pauvres... Ces différents aspects sont pourtant indissociables.

PACA, PÔLE D'ATTRACTIVITÉ EUROPÉEN ?



Avant de regarder de plus près ce qui se profile à Marseille, il semble pertinent de faire un petit tour régional en commençant par Aix-en Provence, ville - clé pour plusieurs secteurs de

Fleuron d' AMFT (Aix-Marseille French Tech), le Safe Cluster ^[2] est issu du rapprochement des pôles « Pégase » et « Risques » fin 2015. Ce réseau de 600 adhérents (dont 80 % implantés au niveau régional) ambitionne de devenir en 2020 leader européen « des solutions de sécurité et de management des risques (liés au changement climatique, aux catastrophes naturelles majeures, à la pollution ou encore aux actes criminels...), des nouveaux usages aérospatiaux (drônes, hélicoptères, dirigeables, satellites) ainsi que des technologies de la défense ». Parmi les dégueulasseries mises en avant par le cluster pour se vendre, on retrouve la surveillance des frontières et la sécurité intérieure, les services publics de sécurité et la prévention de la « malveillance ». Plusieurs organismes de formation y participent, tels que l'université d'Aix-Marseille (spécialisée dans les « services publics de sécurité » et « les villes et territoires résilients » ^[3]...) et l'institut des sciences et du mouvement situé à Marseille (spécialisé dans les drônes, la robotique aérienne ou encore les capteurs visuels...). L'usage de drônes est en pleine expansion, qu'il s'agisse de surveiller frontières, villes (comme à Mexico, où ils ont été utilisés par Thalès pour compléter les milliers de caméras au sol), infrastructures sensibles (voies SNCF) ou certaines manifestations.

La prolifération des partenariats public-privés se traduit également par l'implantation à Aix en septembre 2017 d'un campus international consacré à « la ville de demain et aux nouvelles technologies » (The camp). Les dirigeant-es de ce campus, qui regroupe une université, un accélérateur de start-up et un pôle d'expérimentation avaient annoncé lors de l'inauguration leur intention de tester leurs prototypes au sein de la métropole Aix-Marseille. Sitôt dit, sitôt fait. Un partenariat avec la SNCF a fait d'Aix-TGV sa « gare vitrine et laboratoire » dès janvier 2018 (implantation de 400 capteurs, test de nouvelles applications ou de robots spécialisés...).

Notes...

^[1] Euromed 2 est la plus grande opération de restructuration en cours en Europe du sud. Parmi les écoquartiers « vitrines » construits derrière la Joliette, « Smartseille » qui introduit la thalassothérapie et « Les Fabriques » qui devrait s'accompagner de l'asséptisation du marché aux puces.

^[2] Cluster : réseau d'entreprise constitué majoritairement de TPE : très petites entreprises (jusque 10 salarié-es) et de PME (petites et moyennes entreprises composées de 10 à 250 salarié-es) ancrées localement, souvent sur un même créneau de production et dans une même filière.

^[3] Le concept de « résilience » tend à se généraliser pour tout et n'importe quoi. En l'occurrence: « Un territoire résilient est un système en équilibre dynamique, capable d'anticiper des perturbations grâce à la surveillance et la prospective, d'en minimiser les effets, de se gérer en temps réel, de se relever et de rebondir grâce à l'apprentissage, l'adaptation et l'innovation».

recherche.

Ces « capteurs », destinés à effectuer chacun un type de mesure spécifique, sont présentés comme indispensables au développement de villes « connectées ». Les informations qu'ils fournissent sont censées faciliter la prise de décision aux pouvoirs publics, qu'il s'agisse de gérer l'éclairage ou l'arrosage, de fermer un axe routier, d'envoyer des uniformes ou d'adapter les feux de circulation pour leur ouvrir la voie. À Santander, ville espagnole de 180 000 habitant-es choisie par l'Europe pour faire office de « ville test » dès 2014, ce maillage était constitué de 12 000 capteurs municipaux répartis sur une surface de 40 km².

Dénommée poétiquement « MUE » (pour Monitoring urbain environnemental), la première application présentée lors de l'inauguration d'un « Smart innovation Center » à Nice (mars 2015) permet ainsi la centralisation et l'analyse d'informations collectées sur un territoire de 160 hectares par 3000 capteurs mesurant les nuisances sonores, la qualité de l'air, le volume des pluies, la fluidité du trafic routier, les disponibilités de stationnement en ville ou des véhicules électriques, le niveau d'emplissage de conteneurs à ordures, les consommations énergétiques de particuliers ou d'entreprises volontaires...

LE FOND DE L'AIR EFFRAIE.

Une application lancée il y a peu permet à ses utilisateurs - utilisatrices d'être alertés-es et d'intervenir en cas d'arrêt cardiaque à proximité. (L'idée est d'augmenter les chances de survie en agissant avant l'arrivée des secours). Des capteurs sonores placés dans des appartements ou résidences pour personnes âgées « alertent » les soignant-es d'un bruit de chute... L'incrustation des nouvelles technologies (et l'acceptation de leur potentiel usage à des fins de contrôle) repose sur le développement de dizaines d'applications ludiques, « pratiques » ou ayant un impact « social ». Faire une distinction entre de « bonnes innovations », mises au service de la ville « Smart » (responsable, connectée) et de « mauvaises » qui tendraient au contrôle de la population (« big brother sécuritaire ») nous semble être une vue de l'esprit : les innovations jugées intéressantes sont très vite utilisées par les autres secteurs de recherche.

Seraient-ce la présence de l'étang de Berre ou les fumées des bateaux de croisières qui les chagrinent ? L'argument écologique, si cher habituellement aux développeurs de « Smart City », reste relativement secondaire dans la bouche des édiles marseillais-es. Iel-les comptent davantage sur l'aspect « ville connectée » en proposant une batterie de « services » à des « utilisateurs - utilisatrices » géolocalisé-es en permanence ; et tentent de nous refourguer leurs sales problématiques de gestionnaires. Certaines des applications proposées (au nom du « mieux vivre ensemble », évidemment) permettent le signalement « d'un conteneur qui déborde ou d'un trou dans la chaussée », ou de « nuisances olfactives caractérisées ». Cette kyrielle de « petits gestes du quotidien » proposés par le pouvoir ou issus d'initiatives citoyennes intégrables (donnant un joli vernis vert au tout) ne questionne en rien les rapports de domination qui structurent ce monde, et tend à invisibiliser la responsabilité de leurs participant-es. Dans bien des cas il s'agit de délation pure et dure. L'adjointe marseillaise chargée de la sécurité (Pozmentier) envisage ainsi d'installer à Marseille l'application « Reporty », testée à Nice depuis mi-janvier 2018. Celle-ci permet aux « témoins d'une incivilité ou d'une situation critique » (nuisance sonore, tag, dépôt sauvage, vol, agression, incendie, inondation) de renvoyer au centre de supervision urbain une vidéo en direct. Que seraient les smart-city sans « smart-citizen » et leurs smartphones, ces insupportables laisses électroniques [4]?

L'aliénation digitale et la poukave ne concernent, hélas, pas que les pour-la-loi. En filmant et diffusant les images sur les « réseaux sociaux », nombreux-ses sont ceux et celles qui endossent, plus ou moins volontairement, le rôle d'auxiliaires de police. La situation vécue il y a peu par des aspirants à la liberté est terriblement parlante. Une taule dans le nord : deux individus parviennent à desceller les barreaux de la cellule où ils se trouvent enfermés et à rejoindre le sol bétonné de la cour. Les maton-nes ne se rendent compte de rien. Ceux qui cherchent un échappatoire ne passent malheureusement pas inaperçus pour tout le monde. Aux fenêtres des autres cellules des mains munies de téléphones pointent et des clameurs se font entendre. Pas pour faire diversion, non! Ces dizaines de grandes gueules, se croyant dans un stade ou au spectacle, s'époumonent pour « encourager » ceux qui tentent de se faire la belle. Pire encore : les « acteurs » involontaires se retrouvent en live sur une application regardée par tout-et-n'importe qui. Un équipage de la bac voit le film de l'extérieur et prévient la matonnerie, qui ne s'était (décidément!) rendue compte de rien et arrête les fugitifs (monde de merde).

MARSEILLE, LABORATOIRE SÉCURITAIRE.

BIG DATA, SQUELETTE DE LA SMART-CITY.



Le « Big data », qui permet le stockage d'un nombre inédit d'informations sur une base numérique (quelles que soient les informations stockées ou la manière dont elles sont analysées ensuite) est présenté comme indispensable aux gestionnaires de « la ville du futur ». Fin 2016, la mairie acquiert une énorme plate-forme de serveurs, un silo de 600 Terra octet (donc plus grand que celui de la bibliothèque nationale) situé au centre de supervision urbain (CSU). En décembre 2017, un groupement comprenant Inéo digital [5] (filiale d'Engie, leader du marché de la vidéo-surveillance) et Oracle est choisi par la métropole pour installer le logiciel chargé de procéder au traitement des informations.

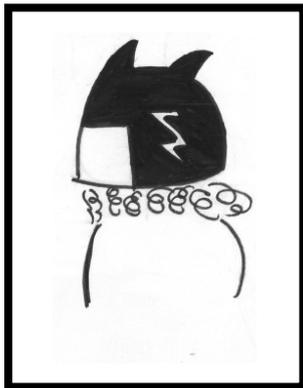
« Oracle Big Data Appliance X6-2 » (c'est son petit nom) devrait permettre le regroupement d'archives de toutes sortes, la centralisation, le recoupement et l'analyse en temps réel d'une grande diversité de données. Sont citées : les données actuelles et passées de la Ville (météorologie, données de circulation, agenda des événements, travaux de voiries...), celles de la délégation générale de la Sécurité de la ville de Marseille (mains courantes, verbalisations, et autres données géolocalisées récoltées par les schmits...) ainsi que les images recueillies en temps réel par les 1500 caméras de ville [6] et celles de la régie des transports ou liées aux interventions des marins pompiers... L'évaluation du « sentiment de tranquillité des administré-es » et l'anticipation du « risque de rassemblements dangereux » (suite à l'analyse des réseaux sociaux) devraient également faire partie des missions du serveur. [7]

« Parole » de flic (méfiance) qui précise, tout de même, ce que ces charognes ont derrière la tête : le préfet de police a déclaré début mars (interview de promotion de la « police de sécurité du quotidien ») vouloir interconnecter les caméras de la ville, celles de la SNCF, de la RTM (jusque là rien de nouveau) et... celles des bailleurs sociaux, des centres sociaux, des entrées des établissements scolaires, des sites touristiques, du stade Vélodrome, des autoroutes, du port... « Le but est que tout soit accessible au niveau du centre d'information et de commandement (CIC) de l'évêché, ça permettra de faire plus de flagrant délit et ça sera très utile lors de grandes manifestations. »

X6-2 devrait permettre au pouvoir de gérer plus efficacement les

flux humains (trafic routier et piétonniers) par le biais d'applications mobiles ou d'écrans, d'optimiser les performances énergétiques et de faciliter la détection de bruits, comportements, situations ou individus « suspect-es » (un seuil de densité maximal dépassé dans un lieu public, un début d'incendie, un objet abandonné ou la pénétration d'une zone interdite...). Sous prétexte d' « analyse prédictive », le logiciel est censé guider l'utilisation des effectifs de police en s'aidant (en partie) de la répartition spatio-temporelle des verbalisations constatées auparavant. Une police raciste et classiste fournit ses statistiques à un algorithme qui la redirige sur les zones où elle effectue le plus de surveillance, de contrôles, de pression (etc). La boucle est bouclée.

Le logiciel, opérationnel au premier trimestre 2018, ne devrait être pleinement efficace qu'à partir de 2020. L'algorithme fera son autocritique à partir de « cas d'usage » rencontrés lors des deux premières années (et sans intervention humaine : c'est ce qu'ils appellent le machine learning), afin d'apprendre à repérer toujours plus de situations « à risque ». Les résultats définitifs seront mis à disposition de l'ensemble des services par l'intermédiaire de tableaux de bords.



[4] [Cela sonne comme une sale blague mais non : les communiquant-es osent vraiment appeler « citoyen-nes intelligentes » la partie de la population adhérant à leur cauchemard technologique.] Quand un objet est tellement central qu'il permet de savoir quand son utilisateur-trice a un comportement « normal » ou pas (le simple fait de ne pas être « joignable » tend à devenir louche), qu'il est géolocalisable en permanence (par le pouvoir mais parfois aussi par des « proches » ou un-e patron-ne). Qu' il « offre » sur un plateau l'enregistrement de toutes les conversations, sms, contacts (leur régularité, leur durée, et leur fréquence... et combien d' infos sur les idées, les réseaux?). Qu' il peut être activé à distance pour servir de micro d'ambiance... Que tout cela est su et n'empêche pas son incrustation dans (presque) tous les aspects du quotidien, parler de laisse électronique est un minimum.

[5] Les filiales d'Engie, entreprise choisie pour la mise en place de BIG DATA se placent sur tous les aspects de la « ville intelligente » : comme en témoignent plusieurs innovations présentées lors du récent « Tech for planet » (« projets numériques portant essentiellement sur la smart city et l'utilisation du big data pour réaliser des économies d'énergie »). On citera Quantmétry, solution d'éclairage adaptatif : start-up qui agrège et « anonymise » les données des téléphones mobiles pour compter le nombre de passant-es (en faisant la différence avec les porteurs de smartphones situées dans les bâtiments) et adapter l'éclairage public.

[6] 500 caméras supplémentaires sont prévues pour 2020.

[7] La mairie envisagerait l'achat de données « anonymisées » auprès des opérateurs de téléphonie (flux de population, informations issues des conversations sur les réseaux sociaux) afin de connaître encore plus finement le « ressenti » et sonder le « niveau de stress » en temps réel.

TOUT N'EST PAS SI LISSE.

Nantes, incendie de dépanneuses. Dans la nuit du dimanche au lundi 16 avril (Nantes), deux pelleteuses ont essayé de mettre fin à leurs jours, voici leur communiqué :

- dégoûtées de servir les projets de la métropole nantaise, de servir sa vitrine pour attirer les entrepreneurs et les jeunes actifs en dégageant les pauvres et les inadapté.e.s de ce monde pourri.

- en rage que quasiment toutes les cabanes dans la zone est de la zad aient été détruites,

- en soutien aux personnes qui là-bas résistent sans compromis à l'Etat et à l'autorité sous toutes ses formes.

On a décidé de s'enfiler une plaquette d'allume-feux accompagné d'une bouteille de liquide hautement inflammable. Ça nous a fait des dommages sûrement irréversibles, la prochaine fois on doublera la dose pour être sûres de pas être récupérables. On aura besoin de complices pour ça !! *Des pelleteuses qui s'enflament*

Dans la nuit du 22 au 23 avril, un sabotage vise une des entreprises qui collabore à l'expulsion de la ZAD, à Saint Herblain (banlieue de Nantes). La clôture grillagée qui protège le site de l'entreprise de dépannage « Louis XVI », est cisailée et quatre véhicules ont été incendiés : trois camions et un 4x4 dépanneuse.



« **La vitrine (presque) grande ouverte** » _ mi avril, l'hôtel de région (Nantes) reçoit une visite hostile (vitrines défoncées).

Nantes: Action directe contre la métropole, les expulseurs et son capitalisme. Dans la nuit du samedi 14 avril sur le boulevard Pasteur dans le quartier Zola, j'ai incendié un camion d'Engie Axima. Engie Axima, entre autre nuisances, collabore à l'enfermement et aux expulsions en participant à la gestion des centres de rétention. Vu ou était situé le camion, il devait aussi participer à la construction d'une résidence de standing comme il y en a beaucoup à Nantes qui poussent comme des champignons. Nique la métropole, son capitalisme et ses larbins.

Grenoble : Petite balade fracassante contre les riches et la propriété. Dans la nuit de dimanche à lundi 16 avril à Grenoble, plusieurs vitrines de ce monde de riches ont été fracassées à coups de marteau dans le quartier Condorcet. Ces attaques ont été revendiquées dans un communiqué quelques jours plus tard. Plusieurs commerces et agences immobilières des rues Paul-Dijon, Thiers et Condorcet ont eu leurs vitrines étoilées à coups de marteau par deux individus cagoulés au beau milieu de la nuit. Contrairement aux récentes attaques contre des bailleurs sociaux, aucun tag ni inscription revendicative n'ont été écrits sur les façades.

Toujours prêt.e.s à défendre leurs maîtres et en l'occurrence les riches, des citoyen.ne.s vigilant.e.s ont alerté les flics pour faire part de ces attaques fracassantes. Fort heureusement, les deux vandales en vadrouille ont disparu dans la nuit sans être inquiété.e.s.

ATTAQUONS LA VILLE-SUR

Depuis quelques années, la mairie installe des caméras de vidéosurveillance. Noailles, La Plaine, Belsunce. Tout le centre ville. Des milliers de caméras. Elles arrivent et elles sont mal accompagnées. Précédées par leur lot de chantiers, de flics, de fric, d'expulsions, de hausses des loyers, d'artistes et de touristes. Euromed 1 et 2, 2013 capital

de la culture
territoire,
ça pour ne
indésirable
ingouvernab
engendrer
État et Ent
dans la mai
LA VILLE SU



Plan des futurs caméras (détail)

ET LE MO

RVEILLANCE

re, ANRU... Aménagement du
rénovation urbaine, tout
pas dire: expulser les
s, détruire les espaces
les, étendre le contrôle,
des milliards (Mairie,
reprises privées main
n): ILS CONSTRUISENT
R NOS VIES.

LES YEUX



Face à ces offensives, il est difficile de s'opposer frontalement.

Tant ces machines de guerre semblent démesurées et inaccessibles, se projetant sur des dizaines d'années. Mais, en même temps, de part son omniprésence, la restructuration de la ville nous offre une multitude d'angles d'attaques. En certains endroits, la machine prend forme. Elle est là, vulnérable, à portée de mains: mobilier urbain, installations d'artistes, stations de Vélos, agences immobilières, panneaux de pub, caméras... Libre cours à notre imagination. Autant de cibles que l'on peut attaquer, simplement...

NDE QUI LA (RE) PRODUIT

LA MAIRIE PRÉVOIT L'AJOUT DE CAPTEURS SONORES ET RÊVE D'INTRODUIRE LA RECONNAISSANCE FACIALE.

« Quand un capteur sonore, dont Marseille devrait être aussi équipée, alerte sur des hurlements et que des caméras observent des gens qui fuient, ça permet de réagir plus vite que quand on attend des appels au 17 ». [Ely de Traverso, patron de la société Phoneseq qui a contribué à l'installation de la plate-forme de la mairie].

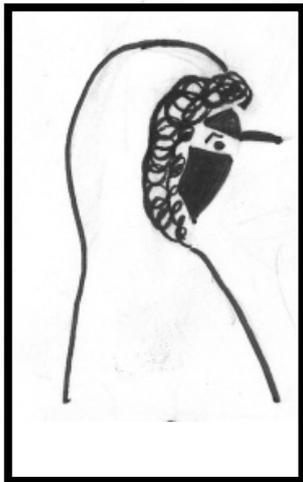
S'il est encore difficile de connaître l'usage précis de ces capteurs, on les imagine reliés au système analysant les images des caméras, ce qui est le cas depuis janvier 2018 pour 12 bâtiments du département des Yvelines (le passage à 250 bâtiments est prévu, ainsi qu'à certaines mairies du département). Le logiciel de traitement des images mis en place par Evitec et Foxstream, devrait permettre de « repérer les comportements anormaux » (cris, bruits de verre, attroupements...). À titre de comparaison, ceux installés par les mairies de Nice ou Santander, semblent (pour l'instant) destinés à mesurer le volume sonore. Ils sont de plusieurs sortes :

- Des **capteurs fixes identifiables** : à Nice, ils sont positionnés pour avertir automatiquement les responsables puis les flics de l'emplacement de chantiers et terrasses trop bruyant-es ; quantifier les gênes occasionnées par certains axes de circulation ou décorés en « oreilles pédagogiques » mesurant les niveaux de décibels atteints dans certaines cantines (sous couvert de cartographier les « progrès » réalisés par les élèves).
- Des **capteurs mobiles**, transportés par une flotte de véhicules municipaux (6 à Nice) ou installés sur une centaine de bus, taxi, voitures de flic à Santander. Et enfin...
- Des « **capteurs humains** » puisqu'à Santander 20 000 porteur-euses de smart-phone ont accepté que leur joujou serve « anonymement » au recueil et à la transmission (toutes les trois minutes) de plusieurs types de données : GPS, boussole, mesure du bruit et de la température de l'endroit où l'engin se trouve, etc. La mairie niçoise envisagerait de lancer une application de ce type.

À PROPOS DE RECONNAISSANCE FACIALE...

La mise au point de cette technologie doit énormément aux images fournies par les millions d'utilisateurs-trices des réseaux sociaux (grrr).

« Les dispositifs de reconnaissance faciale sont capables d'identifier des individus en fonction de l'écartement des yeux, des caractéristiques des oreilles ou encore du menton, des arêtes du nez ou de la commissure des lèvres. En s'appuyant sur une base de photographies préenregistrées reliée à un système de vidéoprotection et à un dispositif de reconnaissance automatique des visages, il est techniquement possible d'identifier un individu dans une foule »



Un logiciel développé par l'entreprise japonaise NEC aurait ainsi permis l'arrestation d'un homme recherché par la police au milieu de la foule présente lors de la finale de la ligue des champions à Cardiff le 31 mai 2017 (Millennium stadium_ Pays de Galles). Son visage, filmé par une caméra placée sur le toit d'une fourgonnette de police, avait été comparé aux données biométriques de 500 000 personnes considérées comme suspectes par les autorités (données recueillies au cours de garde-à-vues).

L'utilisation de cette technologie, systématique dans de nombreux pays, est encore très réduite sur le territoire contrôlé par l'État français (le plus souvent « illégale », elle n' équipe officiellement qu'une poignée d'aéroports et de gares). Gaudin comme Ciotti, président de Nice Métropole, s'y intéressent depuis longtemps. Après s'en être vu refuser l'usage pendant l'Euro de football en 2016, Ciotti multiplie les propositions de loi en ce sens. Le Président de la Région, Muselier, a quant à lui annoncé son intention d'en équiper tous les lycées de la région (avec une boîte nommée Cisco). Il ne manque plus que l'autorisation pour que soit lancée une première phase de test (ça tombe sur le lycée Ampère situé dans le 10^e arrondissement de Marseille et un lycée niçois).

Sous couvert de lutte anti-terroriste, un accord semble désormais proche entre les législateur-euse-s et l'instance citoyenne pipeau chargée de « veiller à la protection et au bon usage des données personnelles » : la CNIL (commission nationale informatique et libertés). Rejetant l'identification systématique, nos funestes citoyen-nes proposent « raisonnablement » que soient identifié-es celles et ceux qui « font l'objet d'une « fiche S » au sein du fichier des personnes recherchées (FPR) complétée par les données anthropométriques issues du fichier automatisé des empreintes digitales (FAED). »^[8] Dans ce cas le logiciel détecterait tous les visages « lisibles » apparaissant sur les images des caméras, puis ferait le tri entre les visages lus correctement mais n'étant pas considérés comme des « cibles » et les individus identifié-es (et possiblement signalé-es) car faisant l'objet d'une fiche S. Ce probable accord illustre

^[8] Selon Ciotti, ce recours aux photos présentes dans le FAED se justifie par le fait que « chaque fiche du fichier des empreintes digitales comporte une photo prise dans un cadre normalisé et identique pour toutes, le seul exploitable par les logiciels de reconnaissance faciale ».

^[9] Selon le rapport d'activité 2015/2016 de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), ce sont au moins 20.282 détenteur-trices de « fiches S » qui ont fait l'objet d'une surveillance sur le territoire national par les services de renseignement entre octobre 2015 et octobre 2016. Fin 2015, la moitié de ces fiches S concernaient des « islamistes ». En complément existe un « Fichier des signalés pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste » (FSPRT) créé en mars 2015 (comportant 11 400 noms fin 2015, 16 000 début 2017).

^[10] Pour chaque titulaire du passeport ou de la carte nationale d'identité, le fichier contiendra le nom de famille, le nom d'usage, les prénoms, la date et le lieu de naissance, le sexe, la couleur des yeux, la taille, l'image numérisée du visage et celle des empreintes digitales « qui peuvent être légalement recueillies », l'image numérisée de la signature du demandeur et d'autres informations selon les cas de figure. Par exemple, le fichier pourra inclure « l'adresse de messagerie électronique et les coordonnées téléphoniques du demandeur, lorsque celui-ci a choisi d'effectuer une pré-demande de titre en ligne » ou « le domicile ou la résidence ou, le cas échéant, la commune de rattachement de l'intéressé ou l'adresse de l'organisme d'accueil auprès duquel la personne est domiciliée ». Il est aussi question de renseigner sur la filiation de chaque personne figurant dans cette immense base de données afin que l'on puisse savoir les noms, prénoms, dates et lieux de naissance de ses parents, leurs nationalités.

la séparation toujours plus nette entre les « transparent - es » (ayant « droit » à un semblant d'anonymat tant qu'iel-les n'attirent pas l'attention des larbins en uniforme) et celles et ceux, d'ores et déjà considéré-es comme « indésirables » et traitées comme tel-les.

Pour les individus chagrins de ne pas faire partie des quelques 24 000 ^[9] élu-es, tout n'est pas perdu ! Un repêchage pourrait être envisagé à terme par le biais du fichier TES ^[10]. Ce fichier des titres électroniques sécurisés, créé fin octobre 2016 et censé être finalisé fin décembre 2018, se veut une « base de données centrale rassemblant des informations personnelles et biométriques relatives aux détenteurs d'un passeport et / ou d'une carte nationale d'identité ». Dans le prolongement de l'ancien fichier TES qui comportait les données biométriques recueillies sur 15 millions de détenteurs-détentrices de passeport, ce fichier centralisé devrait concerner la quasi-totalité de la population (environ 60 millions de personnes). Que les démocrates se rassurent, l'utilisation des données contenues dans ce fichier à des fins d'identification systématique n'est « juridiquement » pas envisageable en l'état. La police, la gendarmerie et les douanes y auront accès « pour les besoins exclusifs de l'accomplissement de leurs missions » c'est-à-dire... tout et n'importe quoi.

Le fait de se ranger du bon côté du monde (et d'accepter ces cages invisibles comme un mal nécessaire) a beau être le choix majoritaire, cela n'en reste pas moins un choix. La réappropriation (par les « dans-la-norme ») des outils servant l'extension du fichage, du contrôle et de la surveillance de masse contribue à l'isolement des rares individus désireux-ses (à minima) de ne pas faciliter le travail des uniformes.

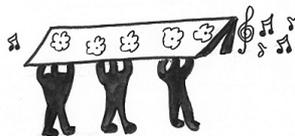
« Je suis un amant fanatique de la liberté, la considérant comme l'unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des individus ; non de cette liberté toute formelle, octroyée, mesurée par l'État, mensonge éternel et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques uns fondé sur l'esclavage de tout le monde. » Bakounine.

CONCLUSION INABOUTIE.

La multiplication des outils technologiques (et uniformes) au service de la domination facilite le tri et la gestion globale de la population, permettant au pouvoir de cibler plus précisément les indésirables tout en nourrissant le fantasme d'une démocratie plus « juste » et participative que jamais (sur la base d'applications mobiles, de consultations citoyennes et de comités d'intérêt de quartiers...).

Cette avancée de la « smart city », et sa prétention à englober, relier et gérer tous les aspects de la ville ne se fait heureusement pas sans heurts. Certaines innovations, comme les compteurs Linky, se heurtent à des refus protéiformes, mus par des motifs écologiques, citoyens ou économiques (continuer à zouiller) ou encore la « simple » aversion contre le mouchardage de son quotidien : démontage de compteurs, pourrissage des « agent-es » chargé-es de les installer ou dégradations de dizaines de bagnoles et de locaux Enedis un peu partout sur le territoire. Ce choix de s'attaquer directement aux instruments du pouvoir se manifeste également par nombre de globes repeints, de poteaux de caméras noircis, sciés, d'agences immobilières attaquées ou de composteurs de tram sabotés...

Dans ce contexte mouvant, les questions qui se posent aux amant-es de la liberté ne sont pas totalement nouvelles. Quelles rencontres et possibilités de subversion ? Comment continuer à mener ses activités quand les mailles de la toile se resserrent toujours davantage ? Comment débrancher la perfusion, pour soi et potentiellement pour d'autres, afin d'interrompre le cours normal des choses ?



Sabotage informatique à Montpellier. Pour contrer le blocage, les autorités de la fac de Montpellier avaient l'intention de maintenir les partiels pour leurs milliers d'étudiant-es en faisant passer l'examen à distance via internet. Et bien tout est tombé à l'eau le 11 avril 2018, suite à un sabotage du réseau internet de l'université - après forçage de la porte du local des serveurs. Examens annulés et partiels reportés !

Marseille. Panne de caisse au centre Grand littoral. Fin février 2018, un « tiers encore non identifié » coupe les fibres sur un axe de circulation à proximité du centre commercial Grand littoral. La panne touche les terminaux de paiement d'un grand nombre de boutiques... (pas de transactions bancaires, distributeurs de billets HS...).

Grenoble, une nuit d'avril 2017, de nombreuses dégradations ont lieu sur le réseau du tramway. Selon le torchon local, de nombreux arrêts sont taggués, et la moitié des composteurs du réseau dégradés (185) « par un liquide corrosif injecté probablement à l'aide d'une seringue qui a attaqué les circuits imprimés des valideurs et en a mis un certain nombre hors service ».

Montreuil. Feu sur Enedys

Société nucléarisée, déchets radioactifs dans l'air, l'eau et la terre. Société du contrôle, espions intelligents dans les maisons, tout connecté, mesuré, surveillé.

Envie de révolte, envie de destruction, envie de liberté. Dans la nuit du 25 au 26 mars, nous avons incendié un utilitaire Enedys pour linky, rue de Paris, à Montreuil.

Solidarité avec la lutte de Bure contre la poubelle nucléaire et son monde

[des briquets intelligents]

Montreuil. Plutôt casseur que promoteur !

Dans la nuit du 15 au 16 mars, nous avons vandalisé à l'aide de marteaux et de peinture les vitrines de deux agences immobilières à Montreuil: l'une dans le quartier de Laboissière, l'autre Place de la Fraternité.

Nous souhaitons nous en prendre, minimalement mais directement, à ceux qui spéculent et s'enrichissent sur le logement, qui transforment le besoin de se loger en un calvaire, dans cette ville où quotidiennement les pauvres et les indésirables sont jetés à la rue.

Plutôt casseur que promoteur !

De la suite dans les idées... Fin avril, un incendie volontaire vise deux bâtiments de la mine de Salau en Ariège. Tandis qu'un bâtiment abritant un atelier technique est complètement ravagé (il devra être rasé), un second local est également endommagé. Suite au rachat et la possible réouverture de cette mine (fermée en 1986), plusieurs manifestations avaient déjà eu lieu.

**LA RÉNOVATION URBAINE,
C'EST DES LOYERS DE PLUS EN PLUS CHERS,
L'EXPULSION DES SQUATTEURS ET DE CEUX QUI NE PEUVENT OU NE VEULENT PLUS PAYER,
DES MAGASINS ENCORE PLUS CHICS,
DES CAMÉRAS,
DES ESPACES ASEPTISÉS, DÙ RIEN N'EST POSSIBLE.**

**LA RÉNOVATION URBAINE,
C'EST L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES RICHES,
C'EST LA CHASSE AUX PAUVRES ET AUTRES INDÉSIRABLES.**

NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE !

**A BAS LES RICHES,
A BAS LE CAPITALISME,
SABOTONS LE SYSTÈME !**

